

Virus du Zika : 9 communes touchées

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

12 février 2016



Les maladies engendrées par les virus qui sévissent dans les pays tropicaux font rarement l'objet de recherches de la part des grands laboratoires pharmaceutiques. Il n'y a toujours pas de vaccin pour le chikungunya et celui promis pour la dengue est régulièrement renvoyé aux calendes. Il n'y a là rien d'étonnant. L'Afrique, la Caraïbe ou l'Indonésie ne sont pas victimes d'ostracisme. Ce n'est même pas de l'indifférence. Il s'agit essentiellement d'une affaire de gros sous. Toutes ces régions du monde sont réputées pauvres. L'industrie pharmaceutique qui brasse des sommes énormes hésite à investir sur des recherches qu'elle ne pourra rentabiliser. Quand une quelconque autorité conclut son exposé en expliquant qu'il n'y a pas encore de vaccin, elle se moque du monde. De vaccin il n'y en a jamais. Encore moins si c'est un virus qui fait brutalement parler de lui en infestant des populations entières. Or le plus souvent les virus sont depuis longtemps identifiés. C'est le cas du Zika qui est connu depuis 1947.

À cause de l'absence de profit économique, la solution du vaccin est un leurre qui ressort, le temps de la crise épidémique. Dès le retour à une situation normale, tout est oublié. Cela ne veut nullement dire que la propagation des maladies virales ne peut être évitée. La solution largement préconisée par les autorités sanitaires c'est l'éradication des moustiques, vecteurs des différents virus. Or, sur ce chapitre parfaitement connu de tous, il y a encore bien des manquements. Les pouvoirs publics pourraient systématiquement à intervalles définis et sans porter atteinte à l'environnement, procéder à des campagnes de pulvérisation d'insecticides. La période de prolifération des moustiques est celle des pluies. Personne ne l'ignore. Des campagnes anti-moustiques

programmées aux moments opportuns entreraient parfaitement dans la panoplie des actions de prévention. Personne n'y pense. Ni les autorités sanitaires, ni les élus.

Les manquements sont aussi du côté des citoyens. L'éventuelle prise en charge par les pouvoirs publics de la lutte anti-moustique ne doit surtout pas se substituer à la vigilance citoyenne et responsable. Pas d'eau croupie ou stagnante aux abords des maisons, élimination de tout ce qui pourrait servir de nidification aux moustiques. Au citoyen de respecter ces règles simples. À défaut d'être toujours suivi d'effets, le message a le mérite de placer le citoyen guadeloupéen au centre de ses responsabilités. Les campagnes de communication sur ce thème ne seront jamais de trop. Elles doivent être encore amplifiées. Cela dit, depuis quelques années, l'appel à la vigilance citoyenne est souvent le seul levier actionné dans la lutte contre la prolifération des moustiques. Les campagnes de communication pour sensibiliser la population sur les bons gestes c'est parfait. Des campagnes de pulvérisation d'insecticides en amont, pour accompagner le discours à la population c'est mieux.

Voilà un sujet dont pourraient s'approprier nos élus. Même si ce sont les services de l'État qui sont habilités à mettre en place ce type d'actions. Une politique de prévention pensée, organisée et appliquée contre la prolifération des moustiques aurait l'avantage de nous dispenser de jérémiades sur le mode : la France ne nous donne pas, ou ne fait rien pour nous. Être efficaces et responsables sur une question que nous pouvons largement contribuer à régler serait salubre. Cela nous mettrait ainsi à l'abri des attitudes ou des manquements parfois blessants de nos concitoyens de l'Hexagone. Certains d'entre eux – sans doute pas les plus fins — sont toujours prompts à nous signifier vertement notre différence. Nous pourrions les laisser sur leur faim en nous montrant un brin plus responsables.